



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration
Générale et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société GSM à CAYEUX SUR MER
Carrière de sable et galets
Mise en demeure

ARRETE DU 18 DEC. 2015
La Préfète de la Région Picardie
Préfète du département de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Mme Nicole KLEIN Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 26/04/2011 à la société SAS GSM pour l'exploitation d'une carrière de sable et galets sur le territoire de la commune de Cayeux sur Mer, à l'adresse suivante : lieux-dits « pointe du Hourdel », « Amarrage », « Trous à huitres », « Galets du Hourdel », « Enclos neuf », « les Granets » et « Terres à Racques », concernant notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5 du code de l'environnement) du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'article 2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 susvisé qui dispose :

« Pour les apports de matériaux extérieurs :

- un tri rigoureux doit permettre d'éliminer les matériaux putrescibles (bois, papier, cartons, végétaux...), les matières plastiques, les métaux, le plâtre, les matériaux susceptibles d'être valorisés (béton, enrobés routiers),
- les matériaux ne doivent pas être versés directement dans l'excavation à combler ; ils sont déversés sur une plate-forme de réception permettant un contrôle visuel et un tri éventuel. Des bennes doivent être disponibles pour recevoir les refus selon leur type (bois, ferrailles,...),
- les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport.

[...] »

51 rue de la République - 80020 Amiens cedex 9 - Tél. : 03 22 97 80 80 - Télécopie : 03 22 97 82 14

Internet : www.somme.pref.gouv.fr - courriel : pref-environnement@somme.gouv.fr

Horaires d'ouverture du bureau du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 14 h 15 à 16 h 00

Vu l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 susvisé qui prescrit que les mélanges bitumineux (code déchet : 17 03 02) ne peuvent être autorisés « *qu'après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron et pour des déchets non valorisables* » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 1^{er} décembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 24/07/2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le jour de l'inspection, aucun contrôle n'était réalisé sur les matériaux inertes avant leur immersion dans le plan d'eau :
 - Les poids lourds ne remettaient pas le bordereau de suivi, à l'entrée du site, lors du passage sur la bascule ; il n'y avait pas non plus de contrôle visuel du chargement.
 - les matériaux apportés étaient déversés directement devant le plan d'eau à remblayer, et non pas sur la plate-forme de réception prévue à cet effet.
 - Le déchargement des camions s'est effectué sans la présence d'un responsable de l'exploitant, alors que cette présence est prévue par les procédures de l'exploitant et repris sur les panneaux d'affichage ;
 - Le conducteur du boteur ne vérifiait pas le contenu déversé par les poids lourds ;
 - Aucune benne n'était disponible à proximité du point de déversement ;
 - Le conducteur du boteur n'a pas été en capacité d'expliquer quels déchets il pouvait accepter ou refuser, avant de les pousser dans le plan d'eau.
- Les matériaux en cours de déchargement contenaient des mélanges bitumineux ; aucun contrôle sur la présence éventuelle de goudron n'a été réalisé avant leur immersion dans le plan d'eau. L'exploitant a reconnu :
 - qu'il ne disposait pas des moyens, sur site, pour faire le test ;
 - que le personnel de laboratoire, sur le site voisin de l'usine, en charge de la réalisation de ces tests, était en congés et non remplacé.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 2.5.3 et de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GSM de respecter les prescriptions de l'article 2.5.3 et de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme,

ARRETE

Article 1 :

- La société GSM exploitant une carrière de sable et galets à l'adresse suivante : lieux-dits « pointe du Hourdel », « Amarrage », « Trous à huitres », « Galets du Hourdel », « Enclos neuf », « les Granets » et « Terres à Racques », sur la commune de Cayeux sur Mer, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 en faisant appliquer la procédure de contrôle et d'acceptation des déchets inertes destinés au remblaiement, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société GSM est mise en demeure de respecter les dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 26/04/2011 en mettant en place de manière systématique le contrôle de l'absence de goudrons dans les

mélanges bitumineux, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de CAYEUX-SUR-MER, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GSM.

Amiens le 18 DEC. 2015

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général

Jean-Charles GERAY